

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 25/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SIRAP FRANCE**

Usine St André BP 17  
30210 Remoulins

Références : 2024-04-139  
Code AIOT : 0006600672

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2024 dans l'établissement SIRAP FRANCE implanté RUE SAINT ANDRE 30210 Remoulins. L'inspection a été annoncée le 25/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

-

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIRAP FRANCE
- RUE SAINT ANDRE 30210 Remoulins

- Code AIOT : 0006600672
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIRAP France exploite une usine de fabrication de barquettes en polystyrène expansé alimentaires sur le territoire de la commune de Remoulins.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV
- AN24 PFAS
- AN24 Sécheresse

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Sobriété énergétique	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article Article 2	Demande d'action corrective	3 mois
9	Canalisation et traitement des émissions	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article Article 2.2 – paragraphe émissions diffuses	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
8	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article Article 5	Sans objet
10	Limitation des émissions de COV	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article Article 2.2 – Principes généraux	Sans objet
11	Plan de suivi du butane	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article Article 2.2 - paragraphe suivi des émissions de COV et émission	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		annuelles de COV	
12	Attestation de capacité	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78	Sans objet
13	Attestation d'aptitude	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-106	Sans objet
14	Contrôle d'étanchéité	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79 et R.543-81	Sans objet
15	Vignettes	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79-1	Sans objet
16	Règlement F-Gaz : Etiquetage	Règlement européen du 16/04/2014, article Art. 12 Règlement F-GAZ	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur la mise en œuvre de l'arrêté ministériel PFAS, l'arrêté préfectoral sécheresse, les rejets en COV et le suivi des fluides frigorigènes.

Le site a bien réalisé les campagnes de mesures des PFAS dans ses rejets, conformément à la réglementation. Il prévoit une nouvelle campagne avec analyse des eaux de forage qui alimentent le site.

La consommation en eau 2023 était légèrement supérieure à la limite fixée par l'arrêté préfectoral du site de 1.4 m3 d'eau par million de barquettes extrudées, ceci notamment du fait de fuite rencontrées à l'été 2023. L'exploitant devra rester vigilant sur sa consommation d'eau, notamment en période de sécheresse et détecter et agir rapidement en cas de fuite.

En ce qui concerne les rejets en COV, le site a engagé une étude technique d'identification des rejets diffus et des possibilités de captation. L'exploitant doit s'engager sur une date de transmission de cette étude.

Enfin les fluides frigorigènes présents sur le site sont suivis de façon rigoureuse bien qu'un défaut d'affichage ait été détecté.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la</p>

date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le document « PFAS – bilan analyse Remoulins – recherche source potentielle dans les effluents et pluvial » – date de création 18/07/2023, qu'il a constitué pour formaliser son action suite à la parution de l'arrêté ministériel.</p> <p>Le site dispose d'une liste des produits utilisés sur le site qui est régulièrement actualisée par le correspondant HSE.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir vérifié l'absence de PFAS au sein de cette liste.</p> <p>Par ailleurs le prestataire en charge du traitement des TAR a été interrogé sur les produits utilisés.</p> <p>L'analyse réalisée par le site n'a pas permis d'identifier de substances PFAS utilisées, traitées ou rejetées sur le site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site a réalisé trois campagnes de mesures des 20 PFAS et de l'AOF en septembre, octobre et novembre 2023.</p> <p>Deux points de rejets ont été analysés: le rejet des TAR et le rejet procédé des eaux issues des densificatrices.</p> <p>Les eaux pluviales n'ont pas été identifiées comme pouvant être polluées et n'ont ainsi pas été analysées, de même que les eaux de lavage des locaux (machine laveuse qui ne consomme que très peu d'eau).</p> <p>Les rapports d'analyse ont été reçus entre décembre 2023 et mars 2023 et transmis à l'inspection via le site GEREP.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

**Prescription contrôlée :**

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

**Constats :**

Le site a fait réaliser les prélèvements par l'APAVE qui a sous-traité les analyses au laboratoire Eurofins hydrologie SUD, ayant lui même sous-traité au laboratoire Eurofins Est (Maxeville). Le prélèvement est couvert par l'accréditation de l'APAVE et l'analyse des PFAS par celle du laboratoire Eurofins Est.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 4 : Exigences pour le prélèvements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

**Constats :**

Le prélèvement de l'eau des TAR a été réalisé dans la canalisation de rejet issue des TAR vers la STEP urbaine, par un prélèvement de 80ml toutes les 7 minutes pendant 24h00. Vu le point de rejet et le faible débit des effluents, le prélèvement paraît représentatif.

<p>En ce qui concerne les eaux issues des densificatrices, l'eau circule en circuit fermé sur trois machines (chacune ayant son propre circuit). Les bacs des trois machines sont vidangés chaque vendredi vers la step urbaine et remplis le lundi matin.</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés en milieu ou fin de semaine en deux fois dans un seul des bacs. Les procédés étant sensiblement les mêmes sur les trois machines, les résultats doivent être représentatifs.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Etant donné que des PFAS ont été détectés lors des trois campagnes de mesure, et que l'exploitant prévoit de réaliser une analyse de l'eau de forage qui alimente le site et de refaire un prélèvement au même moment sur les rejets des TAR et l'eau des bacs des densificatrices, il serait opportun que le prélèvement des densificatrices soit réparti sur les trois machines.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Précisions des mesures**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rapports de mesure mentionnent bien la limite de quantification (inf à) de 2 µg/L par litre pour l'AOF et de 0,1 µg/L pour les 20 PFAS.</p> <p>Le rapport ne mentionne pas « non détecté » mais indique inf à la LQ.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

**Constats :**

Les trois résultats des campagnes de mesure de septembre, octobre et novembre ont bien été renseignés par le site dans l'outil informatique GIDAF.

Il a été détecté plusieurs PFAS (PFBA, PFPeA, PFOS, PFHxA et PFHxS) et des AOX.

Les flux rejetés restent cependant faibles car les volumes d'effluents rejetés sont limités: estimation de 0,75m<sup>3</sup>/j en moyenne pour les rejets des densificatrices et de 2,7 m<sup>3</sup> par jour pour les TAR. Le bon ordre de grandeur de ces volumes a été vérifié lors de l'inspection à partir des suivis des compteurs d'alimentation en eau et de rejets des TAR et des machines «densificatrices».

Suite à la mesure de PFAS dans ses rejets, le site a ainsi décidé de mandater l'APAVE pour une nouvelle campagne de mesure incluant les eaux d'alimentation du site (forage). Le devis est en cours de validation.

**L'exploitant précisera à quelle échéance il prévoit la réalisation de la nouvelle campagne de mesure et transmettra à l'inspection, sous un mois après réception, les résultats (y compris sur les eaux d'alimentation issues du forage) via GIDAF.**

La concentration mesurée en AOX lors de la deuxième campagne est deux fois supérieure à la concentration de la somme des 20 PFAS.

**L'exploitant est invité à rechercher d'où peut provenir le fluor supplémentaire mesuré et à se réinterroger sur la présence potentielle de PFAS autres que les 20 de la liste de l'arrêté ministériel dans les produits qu'il utilise et/ou fabrique.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Sobriété énergétique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article Article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Limitation des prélèvements en eau

**Prescription contrôlée :**

Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau. En particulier, le ratio de référence est limité à 1,4 m<sup>3</sup> d'eau par tonne extrudée en moyenne sur l'année. Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. L'exploitant anticipe et programme les opérations les plus consommatrices d'eaux afin de les réaliser, lorsque cela est possible, en dehors des périodes identifiées comme sensibles au regard de la ressource en eau disponible. En particulier, les



opérations de nettoyage ou de remplissage d'équipements prévisibles sont réalisées en amont de la période estivale.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Du fait de fuite sur le réseau des TAR et d'alimentation du bassin incendie à l'été 2023, le site a dépassé le ratio de référence pour 2023. Il se situe à une consommation moyenne de 1,48m<sup>3</sup> d'eau par tonne extrudée, soit une consommation de 7493 m<sup>3</sup> sur 2023 (6742 m<sup>3</sup> en 2022) Le ratio est respecté pour les premiers mois de l'année 2024 : 1m<sup>3</sup> par tonne extrudée à fin mars 2024.</p> <p>A noter que l'exploitant a mis en place des repères "niveau minimal" sur les bassins incendie afin de ne pas les sur-remplir en période estivale. Par ailleurs le personnel en charge des relevés périodique est formé et vigilant à des consommations anormales.</p> <p>L'exploitant restera vigilant à sa consommation d'eau en 2024 et prendra les dispositions nécessaires pour détecter et intervenir rapidement en cas de fuite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant restera vigilant à sa consommation d'eau en 2024 et prendra les dispositions nécessaires pour détecter et intervenir rapidement en cas de fuite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article Article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan sécheresse
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 5 - Bilan À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant : - l'évaluation a posteriori de son plan de réduction, - un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités, - les coûts afférents - et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement. Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bilan a été transmis à l'inspection. Ce bilan fait plus un état des lieux de la consommation en expliquant les raisons de la surconsommation de 2023 et en proposant des pistes d'amélioration que le bilan des actions mises en œuvre en période de sécheresse avec l'estimation des gains associés.</p>

Le bilan 2024 pourra être complété pour répondre plus précisément à la prescription et aux attendus de l'article 5 de l'APC sécheresse du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Canalisation et traitement des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article Article 2.2 – paragraphe émissions diffuses
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etudes technico-économiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Émissions diffuses de composés organiques volatils L'exploitant prend toutes les dispositions techniquement et économiquement acceptables pour limiter les émissions diffuses de composés organiques volatils. Les émissions diffuses de composés organiques volatils représentent au maximum 80 % des émissions totales du site. La captation des émissions de COV au niveau des pompes à vide des lignes d'extrusion GS et G6 et des mandrins des lignes d'extrusions G7, G9 et G3 est réalisée dans un délai de dix-huit mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant réalise et transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, une étude technique d'amélioration de la captation des COV émis de façon diffuse sur le site par les installations, accompagnée d'un plan d'actions avec un échéancier motivé permettant de diminuer les émissions diffuses L'exploitant réévalue le bilan technico-économique de traitement des composés organiques volatils dans un délai maximal de 5 ans. Les deux alinéas ci-dessus ne s'appliquent que si les émissions de COV sur site des installations dépassent les 30 tonnes/an aux échéances prévues.
<b>Constats :</b>  Le plan de gestion des solvants 2023 a été transmis à l'inspection. Il fait état en 2023 d'une consommation de COV (butane) de 202 tonnes et d'une émission totale sur site (rejets canalisés + diffus ) de 158 tonnes. Le calcul via le PGS des rejets diffus du site donne 147 tonnes en 2023, soit 73 % du gaz investi, et 93 % des émissions du site (canalisés + diffus sur le site). Une part de 22 % du gaz mis en œuvre étant considérée comme retenue dans la barquette. Le site ne respecte ainsi pas la prescription de 80 % au maximum de rejets diffus en COV.  Néanmoins le calcul des émissions diffuses est actuellement réalisé sur la base d'hypothèses de captation qui ne prennent pas en compte les derniers travaux réalisés en la matière (captation des émissions de COV au niveau des pompes à vide des lignes d'extrusion GS et G6 et des mandrins des lignes d'extrusions G7, G9 et G3).  Les modalités de calcul des émissions diffuses vont être revues dans le cadre de l'étude technique d'amélioration de la captation des COV. L'exploitant a transmis le bon de commande de la prestation relative à cette étude (bureau d'étude AERAS). Le choix de l'organisme qui va réaliser les mesures de rejets diffus en plusieurs points de l'installation est en cours de finalisation.

<p>A noter que le cahier des charges de l'étude prévoit également l'actualisation de la méthodologie de suivi des émissions de butane par bilan matière (appelé PGS dans l'arrêté d'autorisation).</p> <p>Lors de la visite il a été constaté que les protections, visant à limiter les rejets diffus au niveau de l'aspiration d'une des densificatrices était endommagé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'engagera sur une date de remise du rapport de l'étude technique d'amélioration de la captation des COV prescrite à l'article 2.2 de l'AP du 16/12/2020.</p> <p>L'exploitant planifiera le remplacement des protections endommagées, visant à limiter les rejets diffus au niveau de l'aspiration d'une des densificatrices.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 10 : Limitation des émissions de COV

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article Article 2.2 – Principes généraux</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions techniques spécifiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral n°17_113N susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes : « Article 3.3.1. Principes généraux L'exploitant met en œuvre des procédures et des moyens visant à réduire les émissions de C.O.V de ses installations, comprenant notamment : - la limitation à 0,6 tonnes de COV utilisé par million de barquettes en polystyrène expansé produites; - le recyclage intégral des chutes de découpe ; - l'incorporation optimale de matériaux usagés dans les matières premières. - la captation et le traitement des émissions, lorsque la possibilité technique existe, notamment sur les postes de pré-expansion.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'utilisation de COV par million de barquettes en PSE produites s'élève à 0,60 tonnes en 2023. La totalité des chutes de process sont réinjectées dans le process de fabrication et une part de matériaux recyclés est également réutilisée pour la fabrication des produits (de façon limitée sur le site).</p> <p>Concernant la captation des émissions, la canalisation des émissions de COV a été réalisée aux postes de pré-expansion au niveau des pompes à vide et des mandrins. Une étude technique d'amélioration de la captation des COV est en cours (cf point précédent).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Plan de suivi du butane**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article Article 2.2 - paragraphe suivi des émissions de COV et émission annuelles de COV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des émissions de COV
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants mentionnant, notamment, les entrées et les sorties de solvants de l'installation. L'exploitant transmet tous les ans, à l'inspection des installations classées, le plan de gestion des solvants et l'informe des actions menées visant à réduire les émissions de COV et les consommations de solvants. » Les émissions de composés organiques volatils de l'ensemble du site ne dépassent pas 230 tonnes/an.
<b>Constats :</b>  Les émissions 2023 sont estimées à 158 tonnes de COV (butane), pour une consommation de butane de 202 tonnes. Le suivi des livraisons en butane a été vérifié sur l'ERP de l'entreprise (logiciel de gestion de la production) et est cohérent avec la consommation déclarée, calculée sur la base des mesures de niveau de la cuve de butane. A noter que les modalités de réalisation du bilan matière du butane vont évoluer en 2024 dans le cadre de la prestation commandée à AERAS (cf points précédents).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Attestation de capacité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art. R.543-78 du code de l'environnement, tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R.543-99.
<b>Constats :</b>  L'attestation de capacité de l'organisme FIT, numéro 21932, valable jusqu'au 29/11/2025 a été transmise par mail en date du 29/03/2024, juste à l'issue de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Attestation d'aptitude**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-106
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Art. R.543-106 du code de l'environnement : L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R.543-76 sont titulaires:1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié;2° Soit d'un certificat équivalent à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un État membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'attestation d'aptitude de monsieur Simonin Yohan (catégorie 1) a été transmise par mail en date du 29/03/2024 juste après l'inspection.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>-</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Contrôle d'étanchéité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79 et R.543-81
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Art. R.543-79 du code de l'environnement : Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en langue française.Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé dans les conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement.Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de HCFC ou plus de 500 tonnes équivalent CO2 de HFC ou PFC, l'opérateur adresse une copie de ce</p>

<p>constat au représentant de l'État dans le département ou à l'Autorité de sûreté nucléaire si ces équipements sont implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base telle que définie à l'article L. 593-2.Art. R.543-81 du code de l'environnement. Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe la périodicité et les conditions des contrôles d'étanchéité des équipements (AM du 29/02/2016).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La preuve (cerfa 15497-03) du contrôle d'étanchéité de l'équipement sécheur de secours, fluide R404A, 27kg de fluide, 105 tonnes eq CO2, a été apportée par mail en date du 29/03/24, juste à l'issue de l'inspection (pas de fuite détectée). Le contrôle a été réalisé par monsieur Simonin Yohann, dont l'attestation d'aptitude a été transmise.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Vignettes**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides frigorigènes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. R.543-79-1 du Code de l'environnement : À compter du 1er juillet 2016, le contrôle d'étanchéité des équipements est attesté par l'apposition d'une marque de contrôle. Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement et que leur réparation ne peut être faite immédiatement, il est apposé sur l'équipement une marque dite de défaut d'étanchéité. Ces deux marques et les conditions de leur apposition sont définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement.Art. 6 et 7 de l'AM du 29/02/2016.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les vignettes étaient bien présentes sur l'équipement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Règlement F-Gaz : Etiquetage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/04/2014, article Art. 12 Règlement F-GAZ</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides frigorigènes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Article 12 du règlement du 16/04/141. Les produits et équipements qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés ou qui en sont tributaires ne sont pas mis sur le marché s'ils ne sont pas étiquetés. Ceci s'applique uniquement :a) aux équipements de réfrigération ;b) aux équipements de climatisation ;c) aux pompes à chaleur ;d) aux équipements de protection contre l'incendie ;e) aux appareils de commutation électrique ;f) aux générateurs d'aérosol contenant des gaz à effet de serre fluorés, à l'exception des inhalateurs doseurs destinés à l'administration de produits pharmaceutiques ;g) à l'ensemble des conteneurs de gaz à effet de serre fluorés ;h) aux solvants à base de gaz à effet de serre fluorés ;i) aux cycles organiques de Rankine.[...]3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes :a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou qu'il en est tributaire ;b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, le nom chimique ;c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO2 , de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un des équipement vérifié au cours de la visite : l'équipement TS3 12 A n'avait pas l'étiquetage indiquant son équivalent CO2 (6,2kg, 5,64 tonnes eq CO2 - R404a). Par mail en date du 29/03/24, juste après l'inspection, l'exploitant a transmis une photographie montrant l'étiquetage qui venait d'être réalisé (action corrective).</p> <p>Le deuxième équipement vérifié était bien étiqueté (sècheur de secours - 27kg - 105 tonnes eq CO2 - R404a).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>